

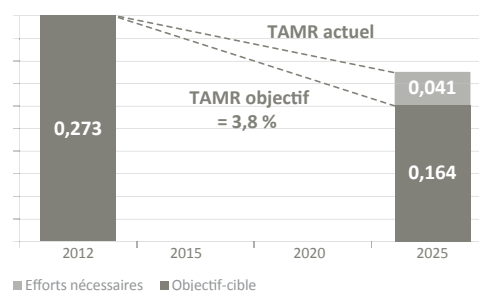
Date d'adhésion :  
Juin 2012

## Faits marquants

- Il existe un réseau de journalistes contre la faim et un réseau de journalistes en santé-nutrition, qui organisent des journées annuelles de formation pour les journalistes.
- La Première Dame est engagée dans des activités de santé qui incluent la nutrition. En 2015, elle a affirmé que 'le lait maternel est la composition idéale pour la nutrition des bébés jusqu'à l'âge de 6 mois'.
- Le "Comité Technique Nutrition" (CTN) et le groupe de travail technique de sécurité alimentaire et nutritionnelle permettent au gouvernement et aux donateurs d'échanger mensuellement sur la situation nutritionnelle et de collaborer pour éviter la duplication des programmes et des financements.

### Objectif-cible de réduction du retard de croissance

Prévalence initiale: 21,9 % (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance) Objectif de prévalence: 13,3 %



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	21,9 %
Faible poids à la naissance :	19,1 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	39,7 %
Émaciement des enfants de moins de cinq ans :	5,2 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	3,6 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	37,1 %

\*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

### Rétrospective: Progrès rapportés lors de l'exercice d'auto-évaluation 2014

50 % Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

54 % Garantir un cadre politique et juridique cohérent

25 % Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

50 % Suivre le financement et mobiliser les ressources

2014



Le mandat de la Commission nationale de lutte contre la faim et la malnutrition (COLFAM), antérieurement chargée de l'orientation stratégique du cadre stratégique national contre la faim et la malnutrition (ABA GRANGOU), n'a pas été renouvelé à son expiration (2014). Cette structure présidée par la Première dame d'Haïti, était composée de représentants de cabinets du Président, du Premier ministre, de ministères de tutelle et du Parlement.

En parallèle, existent des groupes de coordination pilotés par le gouvernement : le Comité technique Nutrition (CTN) et un Groupe technique de sécurité alimentaire et nutritionnelle (GTSAN) associant représentants gouvernementaux, donateurs et différents acteurs clés.

Une plateforme nationale de recherche a été créée avec le soutien d'Harvest Plus, associant trois ministères (agriculture, développement durable, éducation nationale). Il est prévu que le Ministère de la santé publique et de la population (MSPP) s'y associe.

Plus d'une dizaine de rencontres ont été organisées avec des acteurs de la société civile. Le réseau de journalistes en santé-nutrition, lancé avec le soutien du Brésil, de l'OMS et de l'UNICEF, est toujours actif. Enfin, le dispositif REACH, mis en place début 2015, définit actuellement son périmètre d'intervention.

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



Haïti dispose d'une politique nationale nutritionnelle actualisée et d'un Plan Stratégique de Nutrition (2013-2018), sur lesquels la nouvelle stratégie nutrition d'UNICEF 2014-2017 est alignée. Un Plan de communication a été finalisé et partagé avec le Secrétariat du Mouvement SUN.

Le Conseil de Développement Economique et Social (CDES), dépendant de la primature, rédige actuellement un document de Politique Nationale de Souveraineté et de Sécurité alimentaire et Nutritionnelle. Une loi sur la fortification des aliments a été votée au Sénat en 2014 - 2015 et doit être approuvée par les députés.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Un nouveau plan national de sécurité alimentaire et nutritionnelle courant jusqu'en 2025 est en cours d'élaboration sous la houlette de la Coordination Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNSA), selon une approche participative et en s'inspirant de documents existants et de 15 mesures proposées par le Comité de stabilisation des prix.

Un plan de relance agricole élaboré par le Ministère de l'Agriculture constitue l'axe principal de développement du gouvernement mais la valorisation des aliments locaux et leur importance pour une bonne nutrition pourraient être mieux intégrée au programme d'achat de produits agricoles locaux. Le concept « agriculture de santé publique » est mis en œuvre au niveau de plusieurs projets.

Le MSPP a lancé en Mai 2015, la production de sel iodé soutenue par l'USAID via l'UNICEF, qui est maintenant disponible au niveau des 10 départements sanitaires.

Une « Task Force » associant le Ministre de l'Education nationale, le Canada et la Banque Mondiale travaille sur une Politique de Cantines scolaires, qui intègrera les leçons tirées de l'évaluation en cours de l'alimentation scolaire menée par le PAM. Cette évaluation porte sur les cantines scolaires, la supplémentation en micronutriments et le développement des capacités. En parallèle, un programme présidé et supporté par le bureau de la première dame et le MSPP, a été initié afin de renforcer l'assainissement des écoles.

Enfin, un nouveau projet pour la protection sociale visant la réduction de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté avec une forte composante nutrition, est mené par un consortium CARE, PAM et ACF (financement de l'USAID).

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



La ligne budgétaire du gouvernement pour la nutrition, créée en 2013, n'est pas alimentée : aucun financement pour la nutrition n'a été perçu de 2012 à 2014. La mobilisation de ressources financières

extérieures allant au-delà de l'urgence est une priorité et la préparation du Fonds Européen de Développement constitue une fenêtre d'opportunité.

Suivre le financement et mobiliser les ressources